

**Le grand terrain que vous investissez à la fin du livre, c'est l'Europe. Vous finissez sur une déclaration d'amour à l'Europe, assez surprenante.**

Oui, cela surprend beaucoup de gens et cette surprise m'étonne beaucoup. Apparemment les gens ne conçoivent pas l'Europe comme un territoire, comme une patrie. L'Europe ne se confond pas avec l'Union européenne, qui n'en est qu'une partie – tout comme la France ne se confond pas avec l'État français. Au passage, l'UE a été aussi important pour la France que l'État français et nous avons autant appris de l'un que de l'autre. On a oublié ce que c'était, la France isolée avant l'Europe, du point de vue des règlements, des capacités, des évaluations, des projets... Mais mon argument est différent, je ne parle pas de l'UE, les gens ont l'air surpris qu'on puisse parler de l'Europe comme d'un sol aimé, comme d'un territoire vécu. C'est cet espace-là que la Grande-Bretagne a quitté, sans réaliser qu'elle quittait une civilisation.

**Vous privilégiez apparemment, à propos de l'Europe, la notion de « matrie », que vous opposez à celle de « l'Europe machin »... Pourquoi ce choix lexical ?**

« Patrie » ne paraît guère utilisable, la « patrie » européenne ? « Matrie », matrice, terre, je ne sais pas comment la désigner. Ce qui compte c'est de faire sortir cette association entre Europe et Bruxelles ou l'UE, ce que de Gaulle appelait « le machin ». Machin fort utile par ailleurs mais d'une grande complexité et que beaucoup de gens veulent à raison rénover. Très bien. Mais enfin cela ne nous empêche pas d'être européen et d'aimer l'Europe – chose, territoire, paysage, histoire – histoire cruelle et dure —, vie partagée, bref, civilisation. C'est quand même inouï qu'on demande « êtes-vous pour ou contre l'Europe », comme s'il s'agissait seulement de l'UE. Est-ce qu'on vous demande : « Etes-vous pour ou contre la France ? » ; c'est ridicule. Je veux pouvoir être européen comme français et critiquer de tout mon saoul et l'État français et le gouvernement européen.

**Vous insistez sur la « bonne échelle » de l'Europe : « Elle est assez petite pour ne pas se prendre pour le monde et assez grande pour ne pas se limiter à un petit lopin. ». Pour vous, sa « provincialisation » est une bonne nouvelle. Comment, selon vous, une province peut-elle peser sur le devenir de la planète ?**

Mais justement il ne s'agit plus de se charger du devenir de toute la planète ! La crise écologique, ce que j'appelle le Nouveau Régime Climatique, exige d'autres échelles puisque plus rien ne tient exactement dans le cadre national – ni les questions de sécurité, ni celles de migration, ni celles de puissance militaire, ni évidemment celles de la politique des êtres vivants. Et en même temps, tout le monde en prend conscience, le changement d'échelle n'est pas le passage au « global » puisque cette globalisation, ce que j'appelle la « globalisation-moins » réduit au lieu d'accroître les dimensions — pensez à la financiarisation. Donc tout ce qui développe des échelles intermédiaires est bon à prendre. Et la grande chance de l'Europe c'est d'avoir été analysée avec soin par les études post-coloniales – « provincialiser l'Europe », je le rappelle c'est le titre d'un livre de Chakrabarty qui est aussi le premier grand auteur qui a lié crise climatique et nouvelle politique.

**Vous mettez en avant la grande diversité culturelle et écologique de l'Europe, qui l'armerait pour aborder la complexité du monde. Mais n'est-ce pas aussi, cette grande diversité, ce qui l'empêche de réellement s'unifier ? De ce point de vue, quelle serait selon vous le meilleur agencement institutionnel pour qu'elle puisse exprimer tout son potentiel ? Seriez-vous en faveur d'une Europe réellement fédérale ?**

Ce que je sais c'est que grâce à Trump, au Brexit, à Poutine et à Erdogan, sans oublier la Chine, n'importe quel habitant de l'Europe, s'il regarde une carte des menaces, se dit aussitôt sans même y réfléchir : nous sommes unis par ces menaces. Le Général Desportes, l'autre jour à RFI parlait même ce qui m'a surpris et que j'approuve de « la nation européenne ». C'est une nation bien évidemment, quelle que soit par ailleurs la machinerie institutionnelle, c'est une nation unie par les menaces —il suffit juste qu'elle rentre à nouveau dans l'histoire pour s'en apercevoir. Ceci dit, contrairement à beaucoup, je n'ai aucune opinion à formuler sur l'institution de l'UE, ce n'est pas ce que j'essaie de faire ressortir. Je pense à l'Europe pays, chose, nation, ce monde à la bonne échelle qui est notre « matrice ».

**Une province virtuose de la diversité et de la complexité : diriez-vous, comme Etienne Balibar, que l'Europe a pour vocation d'être un continent « traducteur », à même de faire dialoguer les autres continents entre eux, en vue d'une déglobalisation ?**

J'ai réalisé en 2016 une exposition *Reset Modernity* à Karlsruhe dans le but d'ouvrir un espace que j'appelle avec Isabelle Stengers « diplomatique ». Oui c'est la même idée : la faiblesse relative de l'Europe et surtout de chacune de ses composantes a du bon. C'est le moment de dire aux autres civilisations : « nous non plus nous n'avons jamais été vraiment modernes, et vous comment faites-vous ? » Nous continuons l'exposition en Chine à Shanghai, à Téhéran en Iran, à partir de cette idée nouvelle : l'universalité c'est cet état de faiblesse commune devant l'obligation d'atterrir sur une autre terre, littéralement. C'est cela la déglobalisation, quelque chose qu'on pourrait appeler reterrestation, comme dit Marielle Macé dans un texte magnifique d'AOC.

**Vous distinguez trois grandes priorités mondiales : la déglobalisation, la réconciliation avec l'environnement matériel, l'accueil des réfugiés. Pratiquement, comment doit selon vous se positionner l'Europe pour convaincre ses partenaires d'œuvrer aussi dans ce sens ?**

Je ne sais pas, je suis aussi démuni que n'importe qui sur les questions de migration. Ce que je constate, c'est que, pour le moment, tous les pays européens ont compris que la globalisation n'était plus l'horizon commun et ils en reviennent tous à des définitions nationales, ethniques, religieuses de leur identité. Peut-on les convaincre qu'il y a une « troisième voie », comme on disait naguère, mais pas entre le marché et l'Etat, mais en reconnaissant que c'est une question de sol, de territoire, ou mieux de terrain de vie ? L'extrême droite fascisante est obsédée par « le grand remplacement », or c'est vrai qu'il y a bien un grand remplacement : un changement de sol tout à fait véritable et littéral. Toute la question politique pour moi se situe là. Peut-on rediriger l'attention vers ce nouveau sol qui se substitue sous nos pieds à l'ancien ?

**Vous soutenez que « l'Europe a toutes les qualités de ses défauts » parce qu'elle serait à même de ne pas reproduire ses fautes et erreurs passées – son ethnocentrisme, son impérialisme et ses guerres. « Elle a voulu être le monde**

**entier. Elle a fait une première tentative de suicide. Puis une autre. Elles ont failli réussir. Ensuite elle a cru s'échapper de l'histoire.» Ne péchez-vous pas par optimisme ? Pensez-vous que l'Europe peut réellement retrouver « l'humilité du sol », mais aussi reconnaître sa dette à l'égard des terres et peuples qu'elle a autrefois assujettis et sur lesquels elle a fondé sa prospérité ?**

C'est ce qui rend la question de la migration et du multiculturalisme si essentiel pour le projet européen. Nous avons une dette de civilisation, comme nous avons sur la question écologique une responsabilité particulière. La première histoire a été de conquête -la mission civilisatrice- ; la deuxième a été le retrait -fin de l'histoire, on ne fait plus que de la gouvernance et de la gestion ; la troisième commence : l'histoire reprend mais tous les peuples avec qui nous devons nous accommoder sont maintenant « chez nous ». Et « nous », eh bien, comme « eux », nous changeons de sol aussi. C'est ce que j'appelle la nouvelle universalité affreuse —*the wicked universality*. L'Europe, c'est le modèle réduit du monde.

**Un des grands débats, concernant l'Europe, est la manière dont elle s'ouvre ou se ferme. Vous-mêmes faites de ses frontières parfois inévidentes un atout (« Quel est l'organisme terrestre dont on peut dire où il commence et où il s'arrête ? ») Mais dans le même temps, c'est sur cette inévidence que les mouvements populistes prospèrent, sur le sentiment que l'Europe ne protège pas les Européens...**

Nous n'en avons pas fini avec le problème des frontières et des « enveloppes », comme dirait Peter Sloterdijk. On ne peut se passer des enveloppes pour exister. Dans les années 1970, on nous bassinaient avec le nomadisme, cette idée que l'on peut vivre dans l'espace sans combinaison. Qu'est-ce que c'est donc que de sauter dans l'espace ? C'est un autre aspect de l'utopie du global, ça. Le nomadisme, le fait de pouvoir se déplacer partout, signale aujourd'hui une appartenance à un monde très précis, qui regroupe très peu de gens dans l'Offshore. Ils ont la capacité de bouger – c'est un vieux thème réactionnaire d'ailleurs, contre les élites déterritorialisées et déracinées. Je ne vois pas comment on peut vivre sans se sentir un minimum protégé. D'ailleurs, ceux qui sont contre le protectionnisme sont généralement très bien protégés individuellement...

Quoi qu'il en soit, la crise écologique oblige à réinventer des enveloppes. Certaines sont des frontières nationales et il faut savoir comment on les traite. Schengen par exemple, c'est quoi comme espace ? Est-ce qu'on y tient ? Est-ce qu'on y adhère ? Quels sont les investissements qu'on fait pour y avoir simultanément fermeture et ouverture, ce qui est toujours le problème général des enveloppes ? Sloterdijk a parfaitement compris que c'était la question politique la plus importante. Simplement elle prend une urgence maintenant beaucoup plus grande. On ne peut se contenter de taxer de populisme les gens qui basculent vers une version très nationale ou ethnique des frontières. On ne peut se contenter de dire qu'il ne faut pas fuir la globalisation, mais plutôt convenir que le besoin de protection contre la globalisation est légitime. Sauf qu'elle peut prendre des formes très différentes... La gauche n'est pas préparée à ça, parce qu'une large part de son ADN réside dans l'émancipation des contraintes traditionnelles, et notamment frontières. Or il faut aussi s'émanciper des frontières. C'est là tout le problème : localiser et mondialiser sans passer par la case globalisation, ni par la case nationaliste... L'anthropologue

américaine Anna Tsing (1) a récemment écrit que notre horizon consiste à vivre dans les ruines du capitalisme, et je crois que l'Europe est bien placée pour comprendre cela !

**Vous achevez quasiment Où atterrir sur un registre quasiment lyrique : « Comment douter qu'elle puisse devenir l'une des patries de tous ceux qui cherchent un sol. Est européen qui veut. Je voudrais être fier d'elle, de cette Europe, toute ridée, toute couturée, je voudrais pouvoir l'appeler mon pays – leur refuge. » Est européen qui veut, vraiment ?**

Mon cher père qui n'avait rien d'un révolutionnaire disait cette phrase très tranquillement « Est Français qui veut ! ». Je trouvais cette phrase admirable. Et il la disait très calmement comme une évidence. Si nous prenons au sérieux cette idée que l'histoire européenne recommence mais en ce sens qu'elle apprend à nouveau à définir un sol commun pour ceux qui partagent cette nouvelle forme d'universalité -se voir privé de sol et atterrir sur un nouveau terrain de vie, cela me paraît un assez bon point de départ. Evidemment, cela ne résout rien des problèmes de sécurité, de contrôle, d'enveloppe, de frontière. L'important, c'est de sortir de l'idée que l'on pourrait se tirer de la question de la migration. On ne s'en tirera pas, c'est ça l'appel d'une autre histoire. D'une autre universalité, aussi différente de la conquête que possible.